

## **Le Kosovo après l'échec des négociations : quelle indépendance et quel développement ?**

Par Catherine Samary<sup>1</sup>  
Décembre 2007

Après le constat d'échec des négociations, les diplomates européens essaient de gagner du temps, au risque de provoquer une explosion violente. Si l'indépendance paraît inéluctable, l'économiste Catherine Samary s'intéresse à ce que deviendra le Kosovo : un « supermarché improductif » ? Le Kosovo indépendant ressemblera-t-il à la Bosnie-Herzégovine « souveraine » mais totalement dépendante ? Catherine Samary Les négociations sur le statut du Kosovo menées par la troïka - Etats-Unis, Union européenne (UE) et Russie) - se soldent, comme on s'y attendait, par un échec. La déclaration d'indépendance unilatérale sera sans doute soutenue par les Etats-Unis, mais il faut attendre la réunion du 17 décembre du Conseil des ministres de l'UE pour savoir si les Vingt-Sept parviendront à une position commune. Pour l'heure, vingt-deux d'entre eux seraient prêts à reconnaître l'indépendance de la province. Les cinq autres (Espagne, Roumanie, Chypre, Grèce et Slovaquie) pourraient ne pas s'opposer à l'envoi au Kosovo d'une mission de l'UE forte de quelque 1800 personnes. Celle-ci permettrait de « dépasser » l'actuel statut de protectorat régi par la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies, toujours en vigueur depuis la fin de la guerre de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) en juin 1999. Or cette résolution maintient les frontières existantes de la Serbie, et c'est sur ce texte que se fondent Serbes et Russes. Ainsi, à la prochaine réunion du Conseil de sécurité, prévue le 19 décembre, Moscou devrait argumenter son refus de l'indépendance en s'appuyant sur le droit international, mais aussi sur la menace de sécession de l'entité serbe de Bosnie - voire également de l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud...

### Gagner du temps

Pour gagner du temps, le groupe de négociateurs kosovars pourrait être prié d'attendre début janvier avant de publier une déclaration d'intention annonçant une proclamation d'indépendance d'ici quelques mois. Il leur faudrait en outre, bon gré mal gré, accepter et mettre en place le projet de l'ancien président finlandais Martti Ahtisaari, négociateur pour l'Organisation des Nations unies (ONU), qui donne plus de droits aux Serbes et supprime tout symbole national exclusif sur le Kosovo. La province deviendrait ainsi indépendante, mais sous tutelle européenne, comme la Bosnie-Herzégovine... Et l'ouverture par l'UE de négociations avec la Serbie pourrait être assortie de projets régionaux de gestion des ressources énergétiques du Kosovo. Reste l'opposition de Mme Carla Del Ponte, procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), tant que ne sont pas arrêtés MM. Radovan Karadzic et Ratko Mladic...

---

<sup>1</sup> Catherine Samary est maître de conférence à l'Université de Paris Dauphine. Ce texte est une version augmentée de l'article paru sur le site du Monde Diplomatique, dans la « valise du Diplo » du 11/12/2007

Mais ce quasi veto a de fait été contourné pour établir avec Belgrade un Accord de partenariat avec l'OTAN et l'Accord de stabilisation et d'association (ASA) avec l'UE : les gouvernements occidentaux espéraient ce faisant infléchir la position de Belgrade sur le Kosovo - en vain... Les tensions restent au contraire entières et les contacts étroits entre MM. Kostunica et Dodik (respectivement premiers ministres de Serbie et de la Republika Srpska, entité serbe de Bosnie-Herzégovine) font au contraire monter la pression... De surcroît, côté albanais, l'exaspération des militants de l'autodétermination inconditionnelle du Kosovo pourrait produire des explosions. D'autant que la population kosovare albanaise manifeste son scepticisme quant à l'avenir qui lui est offert : elle s'est abstenue à plus de 50 % aux élections du 23 octobre dernier, au cours desquelles elle a donné 12 % de voix à un nouveau parti, l'Alliance pour un nouveau Kosovo (AKR), qui sera représenté dans le groupe de négociation. M. Behxhet Pacolli, son leader, est un homme d'affaires très attentif aux enjeux économiques qui cherche des éléments d'intérêts communs avec la Serbie et la Russie. Mais cela ne fournit pas une autre orientation que l'exigence d'indépendance... Le statut juridique du Kosovo est important. Mais l'essentiel est ailleurs. Le Kosovo indépendant ressemblera à la Bosnie-Herzégovine « souveraine » et totalement dépendante, où le « Haut représentant » de l'UE fait des lois et destitue des élus inopportuns. Comment cela pourrait-il répondre au rejet croissant de la présence internationale et au désarroi d'une population dont le taux de chômage dépasse 50% ?

### Un supermarché improductif

La province sous perfusion se transforme en supermarché improductif, avec pour monnaie l'euro, qui empêche toute protection de ses produits contre les importations occidentales achetées par les usagers des institutions internationales aux salaires mirobolants. Quelque 1 000 hectares de terres arables sont supprimés chaque année pour construire ces grandes surfaces commerciales qui, avec les kiosques, boutiques et salaires internationaux, alimentent la « croissance ». Le Kosovo importe tout ce qu'il mange... Et il n'a pas d'électricité en permanence alors que ses ressources permettraient de couvrir tous les besoins des Balkans en matière de lignite... Les pressions du Fonds monétaire international (FMI) pour une politique d'austérité budgétaire, l'absence d'Etat social et de crédits publics, l'incertitude sur le statut et la propriété entraînent une chute des capacités productives agricoles et une désindustrialisation absolue : 90 % des quelque 500 entreprises publiques ne fonctionnent plus. Plusieurs dizaines de mines du complexe de Trepca au nord (avec une production de 60 millions de tonnes de minerais non ferreux) sont, tout comme les abondantes ressources en lignite l'enjeu de conflits majeurs de propriété entre la Kosovo Trust Agency (KTA), chargée des privatisations pour l'ONU, Belgrade et les Albanais du Kosovo. L'UE joue le même rôle négatif que les Etats-Unis et les institutions de la mondialisation en imposant une zone de libre-échange, une « rigueur budgétaire » et des financements privés. Autrement dit, elle impose au Kosovo l'inverse de ce qu'a connu la France après la seconde guerre mondiale : certes dans un cadre capitaliste, la reconstruction s'est alors opérée sur la base d'une certaine planification et de financements publics... L'indépendance « dira » qui peut s'appropriier les ressources du Kosovo, mais pas comment le rendre viable pour sa population.